

mes terrassés par les premières épreuves qu'ils rencontrent, faibles et incapables de lutter pour soutenir leur famille comme pour défendre les intérêts de la société et de la religion ? Pourquoi tant d'hommes qui végètent et mènent une existence inutile ou nuisible, malgré des talents ? Parce qu'ils n'ont pas reçu, enfants, l'éducation qui donne à l'esprit la solidité des principes et au caractère la force de la volonté."

Le rév. Père fit voir qu'au point de vue du salut des âmes comme de l'intérêt purement terrestre de la famille et de la société, cette absence de caractère est une source de maux. Il dit, avec beaucoup de raison, que s'il paraissait tant confondre le côté matériel et religieux de la question, c'est que l'expérience démontre que la gêne ou la misère sont mauvaises conseillères. L'homme faible, sans caractère, n'ayant pas plus de force pour acquiescer, par un travail ardu, les connaissances dont il a besoin, que pour résister à ses passions, sera incapable de satisfaire les besoins que crée toujours l'instruction, de se procurer les choses les plus indispensables de la vie ; il se découragera, s'agrippera, se révoltera contre la providence ou la société, et deviendra souvent un mauvais chrétien et un mauvais citoyen.

Ce sont là, en substance, les principes émis par le rév. P. Tabaret : principes admirables qu'on devrait mettre en pratique dans toutes les familles, dans toutes les maisons d'éducation. Il n'y a pas de doute que ce qui manque à la plus part de nos jeunes gens qui entrent dans le monde, c'est la force de se conduire par eux-mêmes, de travailler sans y être obligés et de lutter contre les désenchantements, les dangers et les difficultés de la vie ; c'est une expérience ou une connaissance suffisante du monde pour ne pas s'y jeter aveuglément tête baissée, comme dans un jardin de fleurs, et pour ne pas se révolter ou se dégoûter, aux premières épines qui les blessent.

Sans doute, il ne faut pas enlever au jeune homme ou à la jeune fille les illusions qui l'exaltent et le fortifient, mais il faut les mettre en état de supporter les déceptions et les désenchantements qui leur arriveront, quand il ne leur restera plus que le sentiment du devoir pour leur faire accomplir leur destinée. Il est certain que l'éducation pratique manque autant que l'instruction pratique à nos jeunes gens et à nos jeunes filles, et il est bon qu'on le dise du haut de la chaire.

S'il faut tant de soin et de préparation à l'athlète qui veut entrer dans la lice, il en faut encore bien plus pour mettre l'âme en état de supporter le fardeau et les déboires de la vie, de remplir ses devoirs envers Dieu et la société. L'enfant ne devant trouver plus tard qu'en lui-même la force dont il aura besoin, il faut plus s'occuper de le mettre en état de soutenir les grandes luttes de la vie, que de lui infliger, pour des bagatelles, des châtimens qui souvent le gâtent au lieu de le corriger. Il faut, avant de le lancer dans le monde, lui ceindre les reins, le prémunir contre les dangers, lui faire voir le côté purement pratique de la vie, modérer celui qui a trop de feu, stimuler celui qui n'en a pas assez, le diriger vers l'état qui convient à ses aptitudes et à son caractère, lui donner le sentiment du devoir et de l'honneur, et cette force intérieure, ce contrôle sur soi-même qui sera plus tard la cuirasse de son âme.

Les nations qui ont gouverné le monde sont celles qui ont su élever leurs enfants. Rome et Sparte ont été des pépinières de héros, parce qu'à chaque enfant elles donnaient la vigueur de corps et de caractère qui fait les héros. L'éducation de la jeunesse était le principal objet de leur législation, le plus grand souci des auteurs de leur constitution.

Nous pourrions résumer nos idées, sur ce sujet, dans une phrase : qu'on enseigne le grec et le latin aux enfants, qu'on les forme par l'étude des classiques, quand ils montreront des aptitudes spéciales, mais qu'on leur donne surtout, dans un siècle de vapeur et d'électricité comme le nôtre, toutes ces connaissances pratiques

que le développement du commerce, de l'industrie et des sciences rend absolument nécessaires, et que par-dessus tout, on leur donne cette force de caractère, cette énergie morale sans laquelle on ne devient pas un homme. C'est aux parents spécialement qu'il incombe de remplir cette tâche, c'est à eux que s'adressent les conseils du rév. P. Tabaret.

L. O. D.

PAPINEAU ET FRÉCHETTE

Nous donnons à nos lecteurs les premières d'un volume de poésies que M. L.-H. Fréchette, le député de Lévis, doit publier ces jours-ci. N'y aurait-il que cette magnifique inspiration pour sacrer M. Fréchette le premier poète du pays, ce serait suffisant. Le sujet, sans doute, était beau, les souvenirs de gloire, les idées de liberté et de patriotisme qu'évoque le nom de Papineau, forment une source féconde d'inspirations. Mais lorsque le sujet est si beau, il est difficile, car il demande un talent qui soit à sa hauteur.

Il appartenait au premier de nos poètes de consacrer la mémoire du plus grand de nos tribuns politiques.

La poésie n'avait encore rien fait de digne de Papineau. C'est fait. On lira et on relira ces vers grandioses, majestueux comme l'éloquence et la figure de Papineau, on les apprendra par cœur comme le *Drapeau de Carillon*, et on les chantera à nos fêtes patriotiques.

Tous ceux qui liront cette poésie ne manqueront pas, sans doute, d'acheter le volume qui la contient ainsi que bien d'autres d'une grande beauté. On y verra des sonnets charmants, des élégies touchantes, tout un monde de poésie, un écrin superbe que chacun voudra posséder.

Après les chroniques de Fabre, les poésies de Fréchette ! Evidemment, c'est du luxe, notre littérature se prodigue. Pourvu que ce ne soient pas trop de belles choses à la fois, pour notre public !

Le volume est entre les mains de l'imprimeur.

DELTA.

REVUE DE LA SEMAINE

ORIENT

La Russie travaille, depuis quelques semaines, à reprendre en sous-œuvre l'entreprise manquée de la Conférence de Constantinople. Elle intrigue auprès des gouvernements qui ont pris part à cette Conférence et qui ont subi l'échec infligé en cette occasion à toute la diplomatie européenne, pour les décider à intervenir une seconde fois, et leur faire adopter un plan d'action commun. Elle aurait réussi jusqu'à un certain point, et un protocole serait à la veille d'être proposé à la Porte par les puissances (on ne dit pas lesquelles) agissant de concert. L'Europe ferait de l'acceptation de ce protocole, qui aurait la nature d'un ultimatum, la condition de sa réconciliation avec la Turquie. On n'a pas oublié, en effet, que les relations diplomatiques entre la Sublime Porte et les puissances sont rompues depuis la dissolution de la Conférence. Les ambassadeurs étrangers, qui ont laissé Constantinople à cette époque, ne sont pas encore retournés à leur poste. Ils attendraient, maintenant, pour rentrer à Stamboul, que le protocole en question soit signé par la Turquie. C'est pour en arriver là que le général Ignatieff se promène de chancellerie en chancellerie depuis un mois. Il y a dix jours, il était à Berlin, il est maintenant à Versailles. Les journaux parisiens, qui ont adopté la manie des journaux américains, de confesser les hommes politiques, ont dépêché leurs reporters auprès d'Ignatieff, qui ne s'est pas fait prier, du reste, pour leur faire part de ses projets, ce qui pourrait porter à croire que les rapports de ces découvreurs de secrets publics n'ont pas une très-grande valeur. Quoi qu'il en soit, voici ce que le remuant diplomate aurait avoué confidentiellement au reporter du *Temps*, suivant une dépêche du câble :

"Le gén. Ignatieff a déclaré que le but de sa mission était d'obtenir une sanction formelle des résolutions de la Conférence. La Russie tenait à leur substance, mais quant à la forme, elle accepterait indifféremment soit un protocole émis par les six puissances ou un document diplomatique signé par la Turquie seule, mais contresigné par les puissances. Le général a dit : "Nous tenons tant à la paix que lors même que l'Angleterre n'accepterait qu'une partie de nos idées, nous ne romprons pas les négociations, mais nous aurons recours à d'autres moyens pour obtenir des concessions. Cependant, il n'y a pas de temps à perdre,

" nous ne pouvons pas laisser notre armée inactive. Nous devons l'utiliser ou la licencier. " Ignatieff a terminé en disant que son gouvernement l'avait revêtu de pleins pouvoirs."

Le nombre des puissances qui s'occupent officiellement de la question turque est de six : la Russie, l'Angleterre, l'Autriche, la France, l'Allemagne et l'Italie. Un protocole susceptible d'être adopté en commun par toutes ces nations n'est pas chose facile à confectionner. Si le général Ignatieff y réussit, sa réputation de diplomate en profitera grandement.

Les Russes se plaignent que les réformes promises par la Porte tardent trop à produire leurs résultats. A cela, les amis de la cause turque répondent d'abord qu'il est étrange que ce soient les Russes, et non les Serbes ou les Bosniaques, qui profèrent ces plaintes. Le sentiment général est qu'il faut à la Porte plus de quelques semaines pour mettre ses plans à exécution, et l'on est disposé à lui donner un répit d'un an et même plus, s'il le faut. On conçoit, il est vrai, que cela ne fasse pas l'affaire de la Russie, qui est armée jusqu'aux dents, et pour laquelle il serait gênant d'attendre aussi longtemps dans cette position. Mais les autres puissances, qui n'ont pas les mêmes raisons de presser la marche des événements, ne sont pas aussi impatientes. Que la Porte réussisse à tenir ses vassaux dans le calme pendant quelques mois, à prévenir toute répétition des désordres de l'année dernière, et on la laissera en paix.

En attendant, on exigera peut-être d'elle un engagement plus précis au sujet des réformes promises. L'honneur de l'Europe est peut-être lié à cela. Ce serait une satisfaction à donner aux puissances après la mésaventure de la Conférence, où la Porte a si cavalièrement congédié les plénipotentiaires européens. Cependant, le Divan ne paraît guère empressé d'accorder cette satisfaction. Il n'a pas encore fait une seule démarche dans ce sens, et il a l'air de ne pas tenir beaucoup au retour des ambassadeurs étrangers dans les murs de Stamboul. Il laisse le général Ignatieff se trémousser et les cabinets s'agiter tout à leur aise, sans plus s'en inquiéter que si tous ces mouvements ne le concernaient en rien. C'est peut-être ce qu'il a de mieux à faire, du reste. La Porte est contentée, pour tout semblant de concession envers les puissances, depuis la rupture de la Conférence, d'adresser à ses représentants à l'étranger une circulaire annonçant que les réformes intérieures seraient mises en vigueur sans retard. Il y a de la fierté dans cette attitude, pour ne pas dire du dédain. La nouvelle constitution a été effectivement mise en opération dans l'empire ; les élections sont terminées, et le parlement turc doit s'assembler bientôt. Ce sera curieux à voir.

Des dépêches plus récentes portent que Sir Henry Elliot, l'ambassadeur anglais en Turquie, se prépare à reprendre son poste à Constantinople, et qu'il sera probablement suivi par les ambassadeurs de France, d'Allemagne, d'Autriche et d'Italie. La seule question qui resterait à débattre entre l'Angleterre et la Russie est celle du désarmement. Il s'agirait de savoir laquelle des deux puissances, de la Turquie ou de sa rivale, désarmerait la première. Pourquoi ne désarmeraient-elles pas en même temps ? D'ailleurs, il ne s'agit ici que des corps d'armées de campagne mobilisés dernièrement, et non de l'armée permanente, que chacun des deux pays a coutume de tenir sur pied en tout temps. La Turquie a déjà évacuée la Serbie, et rendu aux Serbes les places fortes qu'elle leur avait enlevées, telles qu'Alexinatz. La Russie, de son côté, a retiré ses troupes de la frontière roumaine. Il n'y a plus, pour chacune des deux puissances, qu'à rester tranquille chez elle. C'est une question de bonne volonté.

ROME

Les journaux et les correspondances télégraphiques annonçaient depuis plusieurs jours, comme un événement important, le consistoire du 12 mars, qui s'est tenu au Vatican. On s'attendait à une protestation énergique du Souverain Pontife contre les derniers attentats du parlement italien. L'événement a rempli cette attente. Une dépêche du 13 en parle en ces termes :

"Le pape a prononcé une allocution dans le consistoire tenu hier au Vatican. Il a passé en revue les événements depuis 1870, et dit qu'à cette époque, l'Italie s'était emparée de Rome, lorsque cette cité était cruellement éprouvée. Il a déclaré que les lois ecclésiastiques de l'Italie lui ôtent les moyens d'administrer les affaires de l'Eglise, et ne lui laissent que la liberté accordée par les lois ordinaires. Il regrette de ne pouvoir empêcher l'immoralité et l'irreligion d'envahir la société. En terminant, il a déclaré que la conciliation était impossible, et il en a appelé à tous les évêques étrangers à qui il a demandé d'engager les fidèles à prier leurs gouvernements de prendre en considération la position du Saint-Siège."

Cet appel adressé par le pape à tous les catholiques de l'univers a une signification aussi triste que grave, en ce temps de désorganisation générale. La société moderne s'en va aux abîmes que lui a creusés la révolution. Puissent les gouvernements comprendre la portée de cet avertissement suprême, que leur adresse le Chef de l'Eglise, Vicaire du Christ !

ÉTATS-UNIS

Le Sénat américain doit terminer ses travaux dans quelques jours, et clore la session extraordinaire pour laquelle il a été convoqué lors du changement de président et de la prorogation du Congrès. La Chambre des représentants était déjà dispersée. Le Sénat est resté en fonction, pour aider à l'inauguration du nou-

veau régime et adopter la législation nécessaire au règlement de quelques affaires spéciales, telles que la composition du nouveau cabinet, l'élection du gouverneur de la Louisiane, etc. Ces deux questions ont occasionné des débats étonnants. Les ministres choisis par M. Hayes ne sont pas tous du goût des républicains avancés. Leur nomination a été cependant sanctionnée par le Sénat et par la majorité républicaine, après quelque résistance. Il y a eu plus de difficulté lorsqu'il s'est agi de la Louisiane. Ici, encore, le nouveau président s'est trouvé en conflit direct avec la fraction avancée de son parti. Il s'est prononcé pour la reconnaissance de M. Nicholls, le gouverneur démocrate, contre Packard, la créature de Grant. Les républicains du Sénat ont, pour la plupart, repoussé cette proposition. Leur chef, M. Blaine, a fait sentir au Président l'inconséquence de sa conduite, en disant que si Packard était un usurpateur, M. Hayes l'était pareillement, puisqu'il devait son élection aux mêmes électeurs, ceux de la Louisiane. Cet argument *ad hominem* avait beaucoup de force dans la bouche de M. Blaine. Néanmoins, la reconnaissance de Nicholls a été votée par 35 voix contre 29, six républicains ayant voté avec les démocrates et avec le cabinet, qui a vu sa politique soutenue, en cette circonstance, par une majorité démocratique. Il ressort de là qu'il y a trouble dans la demeure républicaine, et que le président Hayes n'est pas aussi docile que le croyaient les meneurs de son parti.

Avant de s'ajourner, la Chambre des représentants a protesté par des Résolutions énergiques contre l'installation de Hayes. Liés par leur engagement au sujet de la Commission présidentielle, et forcés d'accepter le verdict des arbitres, les démocrates de la Chambre ont cependant déclaré, par un vote des deux tiers, que, dans leur opinion, Tilden avait obtenu 196 voix dans tout le corps électoral, et qu'il était par conséquent le Président de droit et légalement élu. Ils ne reconnaissent M. Hayes que comme président *de facto*. Cette affirmation solennelle d'un fait que tout le monde reconnaît, ne pouvait sans doute changer le résultat, mais elle constituait une manifestation importante, de la part d'un corps politique, qui, dans les autres pays, possède le contrôle des affaires et conduit le gouvernement.

Un fait digne d'être noté, c'est que M. Hayes n'a gardé dans son cabinet aucun des anciens ministres de Grant. Il a fait un renouvellement complet du ministère. En outre, son choix s'est porté sur une autre fraction du parti républicain, la fraction modérée. On compte dans le nouveau gouvernement trois anciens démocrates, dont l'un, M. Key, directeur-général des Postes, est un ex-confédéré qui a combattu sous les ordres de Jefferson Davis. C'est la première fois que ce fait arrive depuis la guerre. Cela explique le mécontentement des radicaux avancés, qui menacent d'opérer une scission parmi les républicains. Il ne serait pas impossible, d'après ces indices, que l'on fût à la veille de quelque modification importante dans la composition des partis. M. Hayes semble résolu à se montrer libéral et généreux. Tant mieux, s'il persiste dans cette voie. Mais il ne réussira jamais, quoi qu'il fasse, à faire disparaître la souillure indélébile qui s'attache à sa personne et qui ternira toute son administration. Il ne sera toujours qu'un usurpateur, et les républicains, dont il s'est fait le complice et l'instrument pour escamoter la présidence, auront droit de le taxer d'ingratitude à leur égard s'il refuse de se plier à leurs caprices. La malhonnêteté à ses exigences comme la vertu. Le conquérant voleur, qui s'impose de force au peuple conquis, est impuissant à faire oublier l'irrégularité de son succès. Il reste isolé, entre la solidarité qui l'attache à ses complices, et la répugnance que lui témoignent ses victimes. C'est le juste châtimement de toute usurpation de pouvoir.

A. GÉLINAS.

ERRATUM.—Il s'est glissé, dans notre dernier numéro, un *qui pro quo* malheureux, à propos de l'élection présidentielle. Dans notre article sur ce sujet, les noms des deux candidats à la vice-présidence ont été interposés, le candidat démocrate étant placé avec M. Hayes, et le candidat républicain avec M. Tilden. Ce *lapsus*, qui est le fait d'une distraction de notre correcteur d'épreuves, était d'un effet assez bizarre. Le lecteur a dû reconnaître immédiatement l'erreur et en deviner la cause.

SUICIDE. — Nous lisons dans les journaux de New-York : "John Koch, âgé de 75 ans, occupait une misérable chambre dans la maison No. 514, quatorzième rue, et ses seuls moyens d'existence étaient les secours que ses fils lui envoyaient de temps à autre, quand ils y pensaient. Ils n'y pensaient, malheureusement, pas aussi souvent qu'il le put fallu, non qu'ils fussent précisément dépourvus de cœur, mais ils avaient la passion de l'ivrognerie, et chaque fois qu'ils étaient "en bordée" le vieillard était oublié. Quand les fils étaient ivres, le père jeûnait. Il s'est senti complètement découragé, dimanche matin, et il s'est ouvert les veines du bras gauche. La police, prévenue par des voisins, l'a porté à la station du 17e précint. Pendant qu'un chirurgien s'efforçait d'arrêter l'hémorragie, un autre policeman a amené à la même station un jeune homme ivre-mort qui, à peine entré, s'est profondément endormi à côté du blessé. C'était un de ses fils, Charles Koch. Il n'a pas entendu arriver l'ambulance qui a emporté son père mourant à l'hôpital de Bellevue."